

# Chemin de fer Nyon - St.-Cergue - Morez



## Projet de construction, de transformation et d'adaptation de 6 gares entre Nyon et Saint-Cergue dont une avec croisement dynamique

Mandat pour un bureau d'assistance à la maîtrise d'ouvrage (BAMO)

### DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Procédure ouverte soumise à l'AIMP et soumise aux traités internationaux

Version du 19 mars 2019

A compléter par le candidat :

Nom de la société responsable de l'offre :

Nom et prénom de la personne responsable de l'offre :

Adresse complète :

Téléphone :

Téléfax :

Adresse électronique (E-mail) :

Montant de l'offre TTC (report du total de l'annexe R1) :	CHF	.—
---	-----	----

Date :

Signature(s) \* :

\* En signant le présent document, le candidat s'engage également sur le contenu de toutes les annexes.

## TABLE DES MATIERES

1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES, TYPE DE SOUMISSIONNAIRE .....	Page	2
2. INFORMATIONS GENERALES .....	Page	2
3. CONDITIONS DE PARTICIPATION .....	Page	4
4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE .....	Page	7
5. ENGAGEMENTS DU SOUMISSIONNAIRE .....	Page	13

### ANNEXES REMISES LIÉES AUX ELEMENTS D'APPRECIATION DE L'OFFRE

- Annexe P1 (*engagement sur l'honneur*)
- Annexe P4 (*caractéristiques du soumissionnaire*)
- Annexe P5 (*assurance RC*)
- Annexe P6 (*engagement à respecter l'égalité entre hommes et femmes*)
- Annexe Q8 (*références d'entreprise*)
- Annexe R1 (*liste des prestations, montant de l'offre et total des heures*)
- Annexe R9 (*qualifications des personnes-clés désignées pour l'exécution du marché*)
- Annexe R10 (*méthodologie de travail*)

### AUTRES ANNEXES REMISES À CHAQUE CANDIDAT :

- Descriptif résumé du projet et de son organisation
- Planification générale
- Plans d'avant-projets des 6 gares et plan de la faisabilité du croisement dynamique
- Chiffrages préalables des 6 avant-projets
- Charte architecturale

### ACCESSIBLES SUR UN SITE INTERNET :

- [www.simap.ch](http://www.simap.ch) (*Loi et règlement/ordonnance cantonaux d'application sur les marchés publics*)
- [www.nstcm.ch](http://www.nstcm.ch) (*informations générales du NStCM*)

### PLANIFICATION DE LA PROCÉDURE (sous toutes réserves)

Appel d'offres – Calendrier de la procédure	
Date de la publication de l'appel d'offres	Le mercredi 20 mars 2019
Délai pour le dépôt des questions	Le vendredi 29 mars 2019
Réponses de l'adjudicateur	Le vendredi 5 avril 2019
<b>Délai pour le dépôt des offres</b> <b>(le cachet postal ne fait pas foi)</b>	<b>Le lundi 29 avril 2019 à 11h00</b>
Date de l'éventuelle audition	Le jeudi 23 mai 2019 de 14h30 à 18h30
Date envisagée au plus tard pour la décision d'adjudication	D'ici fin mai 2019
Début d'exécution du contrat	Dès début juillet 2019 au plus tôt

## 1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES

Le candidat doit respecter les exigences cumulatives d'aptitude suivantes :

- Le bureau doit avoir son siège social en Suisse ou dans un des pays qui offrent la réciprocité en matière d'accès à leurs marchés publics selon l'AMP-OMC ;
- Le bureau doit présenter au moins une référence de BAMO en matière de management, de conseils, de coordination et de planification générale d'un projet public de construction d'au moins 5 millions TTC du domaine de la technique ferroviaire, dont le mandat s'est achevé il y a moins de 10 ans, ceci pour toutes les phases selon SIA 112 ;
- La personne-clé en charge d'exécuter les prestations de l'annexe R1 et respecter les exigences d'exécution de la prestation décrites au § 2.3 ci-après, ainsi que son remplaçant, doivent présenter au moins une référence professionnelle en matière de management, de conseils, de coordination et de planification générale d'un projet public de construction d'au moins 5 millions TTC du domaine de la technique ferroviaire, dont le mandat s'est achevé il y a moins de 10 ans, ceci pour toutes les phases selon SIA 112 ;
- La personne-clé en charge du suivi et du contrôle des procédures d'appel d'offres de mandataires et d'entreprises selon l'AIMP et l'AMP-OMC (bases légales et réglementaires sur les marchés publics du canton de Vaud) doit pouvoir présenter au moins une référence d'un projet public de construction d'au moins 5 millions TTC dont le mandat s'est achevé il y a moins de 10 ans. Il doit aussi apporter la preuve de suivi d'une formation d'au moins deux jours en matière de mise en concurrence de marchés publics selon l'AIMP.

## 2. INFORMATIONS GENERALES

### 2.1 Nom et adresse de l'adjudicateur

**Compagnie du chemin de fer Nyon – Saint-Cergue – Morez (NStCM)**  
Rue de la Gare 45  
1260 Nyon

### 2.2 Nom et adresse de l'organisateur de la procédure

**Vallat Partenaires SA**  
Conseils en management de projets et en marchés publics  
Rue des Tuillières 1 – 1196 Gland

### 2.3 Description du projet

Il est remis en annexe un descriptif du projet et les avant-projets des 6 gares à construire, à transformer ou à adapter d'ici fin 2026. Le descriptif met en évidence les différents groupes de travail. L'annexe R1 précise l'implication du BAMO auprès de ces derniers.

Le coût du projet est estimé à CHF 55 millions TTC (voir détail annexé). Il est indicatif et ne peut être pris comme base d'adaptation du montant des honoraires, seules les prestations de l'annexe R1 et les attentes fixées au § 2.3 font foi.

Les deux groupements pluridisciplinaires de mandataires qui seront en charge de l'élaboration du projet sont prévus d'être mis en concurrence dès début juin 2019 avec adjudication d'ici fin septembre 2019. Le lauréat de la présente procédure ne sera pas autorisé à déposer une offre, ne pouvant être à la fois BAMO et prestataire en charge du développement du projet.

## 2.3 Nature et importance du mandat de BAMO, ainsi que son rôle

La description des prestations est donnée dans l'annexe R1.

Le mandat du bureau d'assistance à la maîtrise d'ouvrage (BAMO) consiste à :

### **Représenter les yeux et les oreilles du Maître de l'ouvrage**

- Représenter et défendre les intérêts du Maître de l'ouvrage dans le cadre des phases de développement du projet, des autorisations, d'exécution et de la construction, ceci dès le 1<sup>er</sup> janvier 2019 jusqu'à la fin du mois de décembre 2026 ;
- Proposer le management complet de l'opération, y compris les outils tels que le manuel d'organisation du projet (MOP), le plan d'assurance qualité (PAQ) et l'analyse stratégique forces-faiblesses-opportunités-risques du projet (FFOR) y compris les mesures pour les maîtriser ;
- Maîtriser la loi sur les chemins de fer, ainsi que sur les ordonnances en la matière et les dispositions d'exécution de l'ordonnance sur les chemins de fer (DE-OCF) ;
- Concevoir la planification générale du projet et l'adapter en fonction de l'avancement et des circonstances ;
- Mettre ses compétences et ses conseils au service de la réussite du projet ;
- Fixer les priorités et les coordonner ;
- Déclencher les actions et les décisions par anticipation des risques et des demandes ;
- Vérifier le respect des objectifs du Maître de l'ouvrage en termes de délais, de coûts et de la qualité, et proposer des recommandations pour les atteindre ;
- Etre le bras droit de conseils et de vérification du Maître de l'ouvrage, en tant que professionnel expérimenté vis-à-vis des mandataires ;
- Vérifier et formuler des conseils pour la bonne tenue des relations des mandataires avec les Autorités publiques, les représentants des services cantonaux, le Maître de l'ouvrage et les utilisateurs ;
- Analyser les solutions proposées et conseiller le Maître de l'ouvrage sur les bonnes décisions à prendre ;
- Coordonner les prestations entre les groupements pluridisciplinaires de mandataires en charge du projet, les spécialistes mandatés par le Maître d'ouvrage et les représentants des services internes ;
- Contrôler les plans d'exécution et les plans de détails afin qu'ils soient conformes aux décisions prises, aux réglementations, aux normes et aux directives ;
- Etablir régulièrement des rapports de contrôle pour le Maître de l'ouvrage avec des recommandations d'amélioration ;
- Assurer la gestion financière du projet global ;
- Gérer la documentation de toutes les informations relatives au projet et sa gestion au travers d'un outil électronique d'échanges et de transmission de données ;
- Vérifier que chaque partenaire du projet exécute correctement ses prestations ;
- Vérifier les factures de demandes d'acomptes des mandataires ;
- Vérifier les décomptes finaux de tous les mandataires et des entreprises ;
- Vérifier la bonne tenue des comptes du projet et la maîtrise des coûts ;
- Vérifier la bonne tenue du chantier et la qualité de l'exécution ;
- être disponible par téléphone pendant les heures d'ouverture de bureau, et à communiquer les suppléances au Maître d'ouvrage et aux autres mandataires.

Compte tenu du maintien du trafic ferroviaire en tout temps pendant les travaux (sauf opérations coup-de-poing ou fermetures en début de soirée éventuelles) et des nombreux intervenants, un planning général des travaux devra être soigneusement étudié par le BAMO en collaboration avec les bureaux pilotes des groupements pluridisciplinaires de mandataires.

### 3. CONDITIONS DE PARTICIPATION

#### 3.1 Délai pour la remise des offres

Les offres doivent parvenir au plus tard le :

**Voir planification de la procédure en page 1**

**auprès de**

**Vallat Partenaires SA**

**Rue des Tuillières 1 – 1196 Gland**

**Mention : « NStCM – Projet 6 gares – Offre BAMO »**

Il appartient au candidat de tout mettre en œuvre pour respecter cette échéance. Le cachet postal ne fait pas foi pour le respect du délai de dépôt des offres.

#### 3.2 Présentation de l'offre

Le candidat doit déposer son offre sous forme papier en 2 exemplaires et au format électronique sur un support CD-Rom ou sur une clef USB (merci de ne pas protéger les fichiers P-Q-R et de ne pas les transformer au format PDF).

Le candidat devra respecter strictement la forme et le contenu demandés par l'adjudicateur. Si un nombre de pages maximum est requis, l'adjudicateur ne prendra pas en considération les informations des pages surnuméraires. Une page A4 est considérée uniquement recto. Toutefois, si plusieurs pages A4 sont requises au maximum, le soumissionnaire peut les présenter recto-verso.

#### 3.3 Recevabilité de l'offre

L'adjudicateur ne prendra en considération que les offres qui respectent les conditions de participation, à savoir :

- qui sont arrivées signées et datées dans le délai imposé et à l'adresse fixée,
- qui sont accompagnées des annexes requises, preuves et engagements (annexes P1, P5 et P6) demandés par l'adjudicateur,
- qui sont présentées en français et avec des montants en francs suisses (CHF),
- qui sont déposées par des bureaux jugés aptes (§ 1), notamment par le fait que l'offre n'a pas été exclue selon le § 4.16 ou une autre condition d'exclusion mentionnée dans le présent document.

En cas de doute sur la recevabilité d'une offre, l'adjudicateur procédera à une vérification plus approfondie.

#### 3.4 Inscription et demande du dossier d'appel d'offres

Le dossier est téléchargeable sur le site [www.simap.ch](http://www.simap.ch). Si le candidat télécharge le dossier, il sera considéré comme inscrit pour autant qu'il se soit enregistré correctement sur le site internet. L'adjudicateur n'est pas responsable des conséquences d'une inscription partielle ou d'une inscription dont les coordonnées n'existent pas ou sont (devenues) caduques. Il est recommandé au candidat de conserver précieusement le code d'accès fourni par le site internet. En effet, ce code d'accès lui permet d'accéder directement au marché tant que celui-ci est publié sur le site internet.

Si le candidat ne peut pas ou ne veut pas télécharger le dossier, il peut le demander à l'organisateur (§ 2.2) jusqu'à la date fixée au chapitre 3.1. Le cas échéant, il devra assumer les conséquences du temps nécessaire à la réception de la demande, à la préparation de l'envoi et aux délais d'expédition/réception.

**3.5 Emolument d'inscription et/ou frais de dossier**

L'adjudicateur n'a fixé aucun émolument ou modalité d'inscription, ni frais de dossier.

**3.6 Motifs d'exclusion**

Outre les motifs de non recevabilité de son offre (§ 3.3), un soumissionnaire sera également exclu de la procédure s'il trompe ou cherche à tromper intentionnellement l'adjudicateur en déposant des documents faux ou erronés, en fournissant des informations caduques ou mensongères, en proposant des preuves falsifiées ou non certifiées officiellement et s'il a modifié les bases d'un document remis via un support électronique ou sous forme papier. Pour le surplus, d'autres motifs d'exclusion figurant dans la législation cantonale ou qui ont été admis dans le cadre d'une commission consultative, peuvent être invoqués par l'adjudicateur.

**3.7 Conflit d'intérêt**

Il appartient au candidat d'annoncer à l'adjudicateur, au plus tard lors du dépôt de son offre, s'il se trouve en conflit d'intérêt avec des membres du comité d'évaluation cité au § 4.12 ou du Comité de direction du NStCM.

Un conflit d'intérêt est déterminé par le fait qu'un bureau, une entreprise ou un collaborateur, ainsi qu'un associé est en relation d'affaire ou possède un lien de parenté avec un des membres du comité d'évaluation ou du Comité de direction du NStCM. Le cas échéant, il appartient à l'adjudicateur de remplacer le membre concerné par un des suppléants.

**3.8 Incompatibilité**

Le bureau organisateur de cette procédure d'appel d'offres, la société Vallat Partenaires SA, n'est pas autorisé à participer à la présente procédure.

Les bureaux SD Ingénierie SA et Jacques Ansermet Ingénieur civil Sàrl, en charge des premières études d'avant-projet et des chiffrages préalables (voir annexes), sont autorisés à participer à cette mise en concurrence. Ils n'ont pas participé à l'organisation de cet appel d'offres.

Toute personne, entreprise et bureau qui ont participé à la préparation et à l'organisation de la procédure, ainsi qu'aux démarches d'aide à la décision et à l'élaboration des documents d'appel d'offres, qui ne sont pas autorisés par l'adjudicateur à y participer, sont informés qu'ils possèdent un devoir de réserve et de confidentialité sur les informations qu'ils détiennent. Ils ne peuvent donc pas transmettre des informations ou des documents à des tiers, qu'ils participent ou non à la procédure, sauf sur autorisation de la part de l'adjudicateur ou via ce dernier.

Le fait qu'un candidat ait pu obtenir une information ou un document de manière privilégiée par rapport aux autres candidats, représente une violation grave du principe de l'égalité de traitement et entraîne son exclusion immédiate de la procédure. L'adjudicateur se réserve le droit de déposer une requête en dommages et intérêts s'il estime que cela a nuit à l'efficacité de la mise en concurrence ou que cela lui a apporté un préjudice important.

**3.9 Nombre d'offres**

Pour un marché déterminé, un mandataire, un bureau, une entreprise ou une société ne peut déposer qu'une offre en qualité de candidat.

**3.10 Association de bureaux**

L'association de bureaux n'est pas admise. Le cas échéant, l'offre sera exclue de la procédure.

**3.11 Sous-traitance**

La sous-traitance n'est pas admise. Le cas échéant, l'offre sera exclue de la procédure.

**3.12 Langue officielle de la procédure et pour l'exécution du marché**

La langue officielle acceptée pendant la durée de la procédure et pour l'exécution des prestations, pour toute information, documentation, audition et échanges de courrier, est **le français**.

**3.13 Devise monétaire applicable**

La devise monétaire officielle acceptée pendant la durée de la procédure et pour l'exécution du marché est **le Franc suisse (CHF)**.

**3.14 Propriété et confidentialité des documents et informations**

Tous les documents et études déposés et réalisés par le candidat adjudicataire du marché, dans le cadre de son mandat, sont de la propriété exclusive de l'adjudicateur. Il en va de même pour les documents des candidats qui ont été indemnisés pour leur prestation. Le mandataire conserve ses droits d'auteur.

Lors du dépôt de son offre, il appartient au candidat d'indiquer les pièces qu'il considère comme confidentielles. Par principe, les documents remis par le candidat sont traités de manière confidentielle et ne sont pas transmis à des tiers, sauf sur injonction d'un tribunal après consultation des entreprises concernées.

**3.15 Durée de validité de l'offre**

La durée de validité de l'offre et des tarifs court jusqu'à la fin décembre 2021. Dès le 1<sup>er</sup> janvier 2022, sauf dispositions contraire dans le contrat, les prix seront adaptés en fonction de l'évolution de l'indice de référence durant l'année 2021, du domaine de la construction, édité par le SECO, et ainsi de suite d'année en année.

Une offre déposée est considérée comme définitive et ferme. Elle ne peut plus être retirée unilatéralement par le soumissionnaire durant la période de validité fixée par l'adjudicateur à moins d'une justification telle qu'une procédure de sursis concordataire, de mise en faillite ou de mise en poursuite, susceptible de remettre en question le bien-fondé de la décision d'adjudication. La justification peut également s'appuyer sur un élément extérieur indépendant de la volonté du soumissionnaire, voire sur une erreur essentielle au sens de l'art. 24, alinéa 1, chiffre 4 du Code des obligations (CO). Le cas échéant, l'intéressé engage sa responsabilité contractuelle en application de l'art. 26 du CO.

**3.16 Variante d'offre de la part du soumissionnaire**

Les variantes d'offre ne sont pas admises et ne seront donc pas prises en considération pour l'évaluation multicritères et lors de la décision d'adjudication.

**3.17 Indemnisation**

L'élaboration d'une offre ne donne droit à aucune indemnité. Le candidat ne peut donc faire valoir une note de frais ou une indemnisation auprès de l'adjudicateur pour toute démarche se rapportant à la procédure ou pour le rendu de son offre.

**3.18 Division du marché et offre partielle**

L'adjudicateur n'a pas prévu de diviser le marché en lots. En conséquence, le candidat a l'obligation de fournir une offre pour toutes les prestations sous peine d'exclusion de l'offre.

L'adjudicateur se réserve le droit de ne pas libérer certaines prestations au moment du contrat ou si les prestations fournies préalablement ne devaient pas avoir été exécutées de manière satisfaisante. Le cas échéant, aucune indemnité ou dédommagement ne pourra être revendiquée et seules les prestations exécutées seront facturables.

### 3.19 Marchés complémentaires et contrat-cadre

L'adjudicateur pourra négocier et attribuer des marchés complémentaires à l'entreprise adjudicataire en relation avec le présent marché, ceci sans devoir repasser par des appels d'offres publics, en vertu de l'article 8, alinéa 1, lettres f), g) et h) du règlement cantonal sur les marchés publics.

## 4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE

### 4.1 Bases légales

La procédure n'est pas soumise aux Accords internationaux, mais soumise à :

- l'Accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94 et à l'Accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2002 ;
- la Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence du 06.10.95 ;
- la Loi fédérale sur la concurrence déloyale (LCD) du 19.12.86 ;
- la Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI) du 06.10.95 ;
- l'Accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25.11.94, révisé le 15.03.01 ;
- la Loi cantonale sur les marchés publics (LMP-VD) et à son règlement cantonal d'application (RLMP-VD).

Les textes légaux peuvent être obtenus auprès de la Chancellerie d'Etat ou téléchargés sur le site Internet SIMAP.CH.

### 4.2 Engagements de l'adjudicateur

L'adjudicateur s'engage auprès des candidats à :

- traiter de manière confidentielle toutes les informations et documents portés à sa connaissance durant la procédure ; font exception les renseignements qui doivent être publiés lors de et après l'adjudication ou impérativement communiqués aux soumissionnaires qui ne sont pas adjudicataires, ceci sur ordre de l'autorité judiciaire ;
- interdire l'accès aux documents et informations par des tiers ou toutes personnes externes à la procédure, sans le consentement du candidat ;
- organiser la procédure avec un esprit d'équité, d'impartialité et de loyauté ;
- assurer la transparence de la procédure ;
- garantir un déroulement optimal de la procédure.

### 4.3 Délai pour poser des questions

Les questions éventuelles doivent parvenir au plus tard le :

**Voir planification de la procédure en page 1**

auprès de

[office@v-partenaires.ch](mailto:office@v-partenaires.ch) ou sur [www.simap.ch](http://www.simap.ch)

Mention : « NStCM – Projet 6 gares – BAMO – Questions »



L'adjudicateur répondra uniquement aux questions arrivées dans le délai fixé, posées par écrit sous la forme électronique. Il ne traitera aucune demande par téléphone. Les questions doivent être précises et concises, avec référence à un chapitre et/ou à un document remis par l'adjudicateur.

Il sera répondu à toutes les questions cinq jours ouvrables après le délai pour poser les questions. Les réponses aux questions seront également visibles sur le forum du site Internet SIMAP.CH. Dans ce sens, l'adjudicateur recommande aux soumissionnaires de conserver leur code d'accès au site Internet fourni par ce dernier après que le soumissionnaire s'y soit inscrit. Il recommande également d'indiquer correctement l'adresse e-mail de l'entreprise.

L'adjudicateur se réserve le droit de refuser de répondre aux questions sans rapport avec le marché mis en concurrence.

#### **4.4 Séance d'information et/ou visite du site d'exécution**

Aucune séance d'information et/ou visite du site d'exécution n'est envisagée durant la procédure de demande d'offres.

#### **4.5 Ouverture des offres**

L'adjudicateur ne procédera pas à une ouverture publique des offres. L'ouverture des offres est un acte formel de réception qui est sujet à une vérification plus approfondie par la suite.

Le procès-verbal peut être obtenu uniquement sur demande écrite adressée à l'adjudicateur, dès la date prévue des éventuelles auditions (voir planification de la procédure en page 1).

#### **4.6 Audition des candidats**

Une audition sera éventuellement organisée le :

**Voir planification de la procédure en page 1**

L'adjudicateur informera ultérieurement chaque candidat de l'heure exacte, de la durée et du lieu de son audition.

L'adjudicateur se réserve le droit de réaliser autant d'auditions qu'il le souhaite et au lieu qu'il détermine librement. Comme il se réserve le droit de n'auditionner que les candidats qui ont des chances objectives d'obtenir le marché et/ou dont le dossier nécessite des clarifications.

L'audition ne doit pas conduire à une modification de l'offre déposée. Ainsi, avant, pendant et après l'audition, le candidat ne pourra pas apporter d'éléments nouveaux ou modifier son offre, au risque de se voir exclu de la procédure, à moins que l'adjudicateur le demande expressément à tous les candidats et que cela ne constitue pas une forme de négociation de l'offre.

L'audition fera l'objet d'un procès-verbal dans lequel seront énumérées les informations essentielles qui ont été échangées au cours de l'audition. Le procès-verbal mentionnera également le lieu, la date, la durée et les noms des personnes présentes. Le procès-verbal ne sera pas transmis aux autres candidats.

Le déroulement de l'audition est identique pour tous les candidats, à savoir :

1. l'adjudicateur débute en présentant les personnes présentes ;
2. le candidat présente brièvement les personnes qui l'accompagnent ;
3. le candidat présente les éléments essentiels et les points forts de son offre ;
4. le candidat répond aux questions de l'adjudicateur ;
5. l'adjudicateur conclut en précisant la suite qui va être donnée à la procédure.

#### 4.7 Critères d'adjudication

Les critères d'adjudication sont, dans l'ordre d'importance, les suivants :

CRITERES	POIDS
1. Qualifications des personnes-clés pour exécuter le mandat (R9) *	35 %
2. Montant des honoraires (R1)	30 %
3. Méthodologie de travail pour exécuter le mandat (R10) *	20 %
4. Références du candidat (Q8) *	10 %
5. Nombre d'heures pour exécuter le mandat (R1)	5 %

\* Critères éliminatoires si la note d'appréciation est inférieure à 3.

Les critères d'adjudication et leur pondération sont définitifs et annoncés préalablement. Un critère d'adjudication peut être divisé en éléments d'appréciation.

#### 4.8 Evaluation des offres

L'évaluation des offres se basera exclusivement sur l'offre, ainsi que sur les indications fournies par les candidats et sur les informations demandées par l'adjudicateur. L'évaluation ne se base que sur des critères annoncés aux candidats préalablement.

L'évaluation des offres est placée sous la responsabilité de l'adjudicateur qui peut s'adjoindre l'aide d'un comité d'évaluation.

L'adjudication est attribuée à l'offre économiquement la plus avantageuse, à savoir après évaluation qualitative et/ou financière de l'offre, en adéquation avec les attentes de l'adjudicateur sous la forme de critères d'adjudication.

En cas d'écart de points inférieur à 2% du total entre plusieurs candidats pressentis pour être adjudicataire du mandat, l'adjudicateur peut choisir librement l'adjudicataire mais privilégiera le candidat garantissant les meilleures qualifications et expériences des personnes-clés, s'il y a toujours égalité sur ce critère, ce sera le montant des honoraires qui sera déterminant.

#### 4.9 Barème des notes

Le barème des notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note).

Le fait qu'un candidat reçoive la note 0 signifie qu'il n'a pas fourni l'information demandée par rapport à un critère annoncé ou dont le contenu de son dossier ou de son offre ne correspond pas du tout aux attentes de l'adjudicateur par rapport au marché à exécuter.

Une note inférieure à 5 signifie que par comparaison avec les autres candidats, ce candidat est jugé moins bon sur certains aspects. La note peut être précise jusqu'au centième (par exemple : 3,46), notamment pour le prix et le nombre d'heures pour exécuter le marché, le cas échéant.

L'adjudicateur n'a pas l'obligation de noter chaque élément d'appréciation. Le cas échéant, il donnera des informations « points forts / points faibles » qui permettront de noter le critère générique.

Vous trouvez ci-dessous les appréciations générales déterminant chaque note :

### Annexe T1

#### Barème des notes

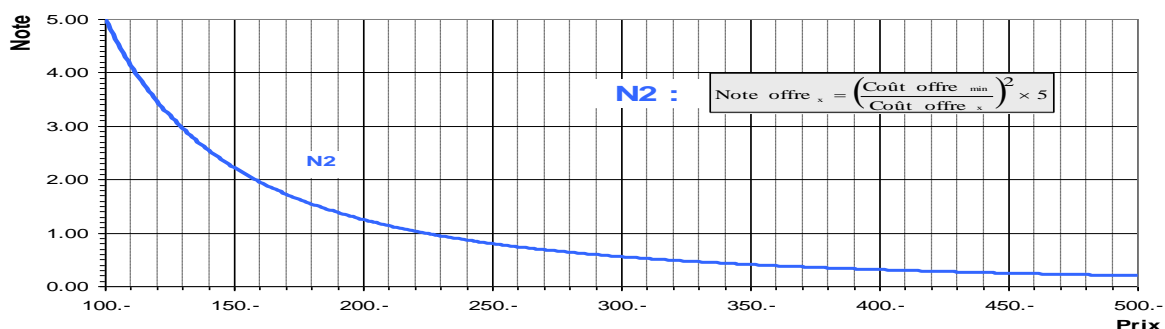
0		⇒	Candidat qui n'a pas fourni l'information ou le document non éliminatoire demandé par rapport à un critère fixé
1	Insuffisant	⇒	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond pas aux attentes
2	Partiellement suffisant	⇒	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond que partiellement aux attentes
3	Suffisant	⇒	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé et dont le contenu répond aux attentes minimales, mais qui ne présente aucun avantage particulier par rapport aux autres candidats
4	Bon et avantageux	⇒	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes et qui présente un minimum d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification
5	Très intéressant	⇒	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes avec beaucoup d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification

CROMP - Guide romand pour les marchés publics

#### 4.10 Notation du prix

La notation du prix se fera selon la **méthode suivante T2** : montant de l'offre la moins disante à la puissance 2, multiplié par la note maximale possible (note 5), le tout divisé par le montant de l'offre concernée à la puissance 2.

Le prix offert le plus bas peut être celui estimé par l'adjudicateur si celui-ci est justifié pour des raisons de limites budgétaires qui ne peuvent en aucun cas être dépassées et s'il est en-dessous de celui de l'offre la moins disante.

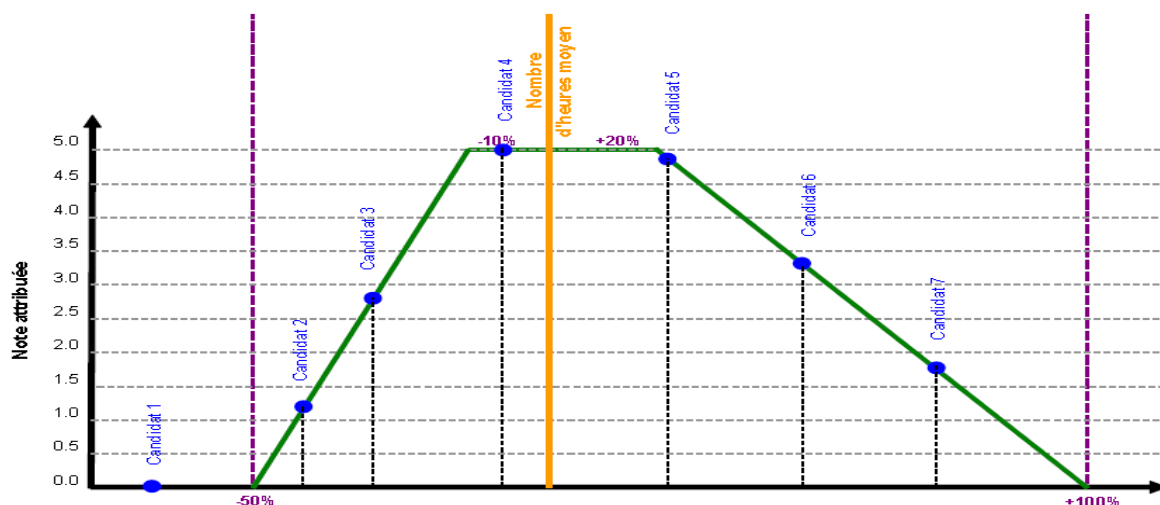


#### 4.11 Notation du temps consacré pour l'exécution du marché

La notation du temps consacré pour l'exécution du marché se fera **selon la méthode T4** suivante : en tenant compte de la moyenne des heures ou des jours proposés par les candidats pour exécuter le marché.

Plus le candidat s'éloigne de la valeur moyenne, plus il sera mal noté. L'adjudicateur fixe de part et d'autre de la moyenne un pourcentage (normalement 10 à 20%) à partir duquel le nombre d'heures ou jours proposé par un candidat recevra une note dégressive. La note 0 est attribuée à un nombre d'heures ou de jours qui est au-delà d'un certain pourcentage (normalement 50% à 100%) de part et d'autre de la moyenne.

Le nombre d'heures moyen a été estimé par l'adjudicateur. La représentation graphique de la notation est la suivante :



#### 4.12 Comité d'évaluation

L'adjudicateur a décidé de mettre en place un comité d'évaluation, il est composé des membres suivants :

Nom et prénom	Titre / fonction / profession
M. Jean-Michel Frossard	Directeur adjoint NStCM
M. Angelo Autullo	Responsable de la voie et ouvrages d'art
M. Richard Zaugg (suppl.)	Directeur NStCM
M. Antonio Bilardo (suppl.)	Président du Conseil d'administration NStCM
M. Vallat Patrick	Architecte et économiste, Vallat Partenaires SA

#### 4.13 Modifications de l'offre

Une offre déposée ne peut pas être modifiée ou complétée après le délai de dépôt fixé par l'adjudicateur. A l'échéance dudit délai, un candidat ne peut donc plus corriger ou faire corriger son offre, des documents ou des informations qu'il aura transmis à l'adjudicateur.

#### 4.14 Modification du cahier des charges par l'adjudicateur

L'adjudicateur peut modifier le contenu du cahier des charges pour autant que cela ne remette pas en question la nature du marché et que cela ne porte que sur des questions de détail ou d'aspects secondaires. Si cette modification intervient avant le dépôt de l'offre, l'adjudicateur indiquera, si nécessaire, le nouveau délai pour le dépôt de l'offre.

Si cette modification intervient après le dépôt de l'offre, il veillera à ce que tous les candidats soient mis à pied d'égalité et possèdent un délai suffisant pour répondre à la demande. Le cas échéant, il veillera à donner ces modifications dans une même mesure et dans le même délai à tous les candidats.

En cas de modification mineure et de peu d'importance, l'adjudicateur peut aussi ne pas mettre en cause le cahier des charges durant la procédure, mais il émettra des réserves lors de la décision d'adjudication qui indiqueront clairement les modifications du cahier des charges qui devront encore faire l'objet d'une discussion au niveau contractuel.

Si les modifications du cahier des charges remettent fondamentalement en question le bien-fondé de l'appel d'offres, il sera procédé à une interruption et à un renouvellement de la procédure. Le cas échéant, les candidats seront informés de la décision avec mention des voies de recours.

#### **4.15 Interdiction des négociations**

Jusqu'à et y compris la décision d'adjudication, les négociations tant sur les prix que sur les prestations ne sont pas admises.

Toutefois, cela n'empêche pas l'adjudicateur de procéder à une épuration des offres aux fins d'être en mesure de les comparer de manière objective.

Si nécessaire, il peut inviter chaque candidat concerné à fournir des clarifications relatives à son aptitude ou à son offre, par écrit ou au travers d'une audition.

#### **4.16 Contrôle et explications de l'offre**

L'adjudicateur procède à un contrôle technique et arithmétique de l'offre. Seules les erreurs évidentes de calcul peuvent être corrigées.

Une erreur de calcul manifeste du prix unitaire ou global, ainsi qu'un prix unitaire ou global manifestement trop bas doit être vérifiée au préalable auprès du soumissionnaire concerné, notamment par le fait que ses prix n'ont aucun rapport avec ceux pratiqués habituellement ou avec ceux offerts par les autres candidats. Le candidat devra apporter tout justificatif utile à la compréhension de ses prix.

Si l'adjudicateur estime que les justificatifs apportés par le candidat démontrent clairement et de manière évidente qu'il ne peut pas réaliser le marché dans de bonnes conditions d'exécution ou sans mettre en péril la pérennité de son entreprise, l'adjudicateur prendra une décision d'exclusion du candidat pour juste motif.

La décision d'exclusion d'une offre intervient d'office pour des erreurs manifestes répétitives, prépondérantes ou abusives au point de porter un préjudice à la crédibilité de l'offre dans son entier. Dans le cadre de la vérification des prix auprès du candidat, l'adjudicateur prendra également une décision d'exclusion si le candidat ne confirme pas ses prix ou si ce dernier annonce fermement et de manière définitive une modification de ses prix. Le cas échéant, l'adjudicateur se réserve le droit d'engager une procédure en dommage et intérêts.

#### **4.17 Offre qui ne répond pas aux attentes minimales**

L'adjudicateur écartera les offres qui ne remplissent pas les critères d'aptitude fixés et les offres qui n'ont pas reçu au moins la note 3 sur l'un ou l'autre des critères marqués d'un astérisque au § 4.7.

#### **4.18 Décision d'adjudication**

La décision d'adjudication sera notifiée par écrit, sommairement motivée, aux candidats qui auront participé à la procédure et dont l'offre est recevable.

Outre la lettre précisant l'adjudication, chaque candidat recevra un tableau d'analyse multicritères qui indiquera les résultats de tous les candidats.

#### **4.19 Renseignements relatifs à la décision d'adjudication**

Dès réception de la décision qui le concerne, tout candidat qui n'est pas l'adjudicataire du marché peut solliciter un entretien avec l'adjudicateur ou son représentant, en vue d'obtenir des éclaircissements sur la manière dont les notes lui ont été attribuées et sur les appréciations qui ont été émises sur son offre. Cet entretien sera organisé de manière à sauvegarder les droits du candidat qui a l'intention de déposer un recours.

#### **4.20 Voies de recours**

Outre l'appel d'offres, toutes décisions notifiées par écrit sont sujettes à recours.

Le recours doit être interjeté auprès de la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal vaudois, avenue Eugène-Rambert 15, 1014 Lausanne, ceci dans un délai de 10 jours dès l'avis d'appel d'offres ou la notification de la décision. Les fêtes judiciaires ne s'appliquent pas. Le mémoire de recours doit contenir un exposé concis des faits, des motifs et moyens de preuve, ainsi que l'énoncé des conclusions.

La décision attaquée et les documents servant de moyens de preuve en possession du recourant sont joints au mémoire. Le mémoire est daté et signé par le recourant ou par son mandataire. Le recours n'a pas d'effet suspensif, sauf s'il est accordé d'office, ou sur demande du candidat, par l'autorité de recours.

#### **4.21 Signature du contrat suite à la décision d'adjudication**

Du point de vue juridique, le contrat conclu suite à la décision d'adjudication se basera sur l'offre et sur les éventuelles propositions d'optimisation qui ont été discutées préalablement. Ce qui signifie que les documents d'appel d'offres sont destinés en premier lieu à l'évaluation et à la comparaison des offres pour adjudication; le contrat final seul faisant foi.

Le montant de l'adjudication ne représente pas un engagement contractuel, tout comme une décision d'adjudication n'engage pas l'adjudicateur à signer un contrat si des conditions d'exécution ne sont plus réunies.

Tous les frais divers, de rapports, de copie et de déplacements doivent être inclus dans l'offre d'honoraires et les tarifs horaires.

### **5. ENGAGEMENTS DU CANDIDAT**

En signant la page de garde et en déposant son offre, le candidat certifie qu'il a pris connaissance des conditions de la procédure et qu'ils en acceptent le contenu sans réserve. Le candidat peut formuler ses commentaires par écrit, sur l'une ou l'autre des conditions et dans le même délai que pour le dépôt de l'offre. Il prend par ailleurs aussi les engagements suivants :

- a) il confirme que les indications, informations et preuves fournies dans et avec son offre sont exactes et conformes à la réalité ;
- b) il accepte que l'adjudicateur, ou ses représentants, puisse vérifier les indications, informations et preuves fournies avec son offre (confidentialité assurée par l'adjudicateur) ;
- c) il accepte que son résultat, notamment les notes attribuées par critère, soit transmis aux autres soumissionnaires sous la forme d'un tableau récapitulatif ;
- d) il confirme qu'il n'a pas faussé la concurrence en réalisant des arrangements ou des accords entre soumissionnaires ;
- e) il confirme que l'offre déposée est conforme aux exigences du cahier des charges et qu'elle inclut toutes les prestations strictement justifiées pour l'exécution du marché et son bon déroulement. Cela comprend aussi les mesures à prendre pour respecter les directives internes de l'adjudicateur ;
- f) il a pris note que l'adjudicateur n'acceptera aucune sous-évaluation ou oubli de prestations avant et après la signature du contrat ;
- g) il confirme avoir reçu tous les renseignements nécessaires pour l'établissement de son offre, après avoir pris connaissance des conditions générales, du contenu du cahier des charges et après s'être rendu exactement compte de l'importance, des exigences et des contraintes du marché. Et, en conséquence, il s'engage à exécuter l'ensemble du marché pour les prix indiqués dans son offre, en se conformant strictement à toutes les prescriptions d'exécution énumérées dans l'appel d'offres ;

- h) il met en place les personnes clés désignées pour l'exécution du marché. En cas de remplacement de la ou des personnes-clés, le soumissionnaire a pris note que l'adjudicateur est en droit d'exiger de l'adjudicataire qu'il mette à disposition, dans un délai déterminé, des personnes-clés de même niveau de compétence, d'expérience, de capacité et de disponibilité. S'il ne s'exécute pas, la décision d'adjudication peut être révoquée et le contrat résilié ;
- i) il confirme qu'il n'est pas impliqué à juste titre dans une procédure de faillite ou qu'il n'a pas obtenu de concordat judiciaire ou extrajudiciaire ; il garantit également que tel n'est pas le cas pour les sous-traitants, fournisseurs ou transporteurs auxquels il entend faire appel ;
- j) il respecte la législation sur le travail notamment en matière de travail au noir, de travail forcé/contraint et de personnel mineur, ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs et les transporteurs, le cas échéant ;
- k) il mettra en place les moyens informatiques et de transmission des données compatibles avec les exigences de l'adjudicateur, ceci sans frais supplémentaire ou avenant au contrat ;
- l) en remplissant son offre, il a tenu compte du fait que l'adjudicateur n'acceptera, après la décision d'adjudication, aucune sous-évaluation de prestations, aucun oubli de prestations ou mauvaise compréhension des prestations à exécuter. Il appartient donc au soumissionnaire de poser toute question d'éclaircissement. Le soumissionnaire ne pourra donc pas, suite au dépôt de son offre, justifier une modification de son offre par le fait que le cahier des charges n'était pas assez précis ;
- m) il accepte que l'adjudicateur puisse interrompre ou abandonner à tout moment la procédure si des autorisations étaient refusées, en cas d'opposition au projet ou de refus, partiel ou total, de crédit par les autorités publiques ;
- n) il accepte que l'adjudicateur puisse remettre en appel d'offres ou recommencer partiellement ou totalement la procédure si, après ouverture et vérification des offres, il devait constater qu'un nombre insuffisant de dossiers remplit les conditions de participation ou les critères d'aptitude et que cela conduit à une absence de véritable concurrence ;
- o) il fait preuve d'intégrité morale, notamment en prenant des mesures pour lutter contre la corruption et en s'abstenant d'offrir un quelconque avantage à un membre de l'autorité adjudicatrice ou à un membre du comité d'évaluation, dans le but d'obtenir un marché au détriment d'un autre soumissionnaire ou de soustraire le marché à une mise en concurrence. Toute violation de la clause relative à l'intégrité morale entraîne en principe l'annulation de l'adjudication, ainsi que la dénonciation anticipée du contrat par l'adjudicateur, pour justes motifs. D'autres sanctions peuvent être prises par l'adjudicateur, notamment si la violation de la clause relative à l'intégrité morale devait être découverte en cours de procédure d'appel d'offres.